

CPPNI DU 12 FÉVRIER 2026

DÉCLARATION FNME-CGT

Le rapport de l'IGAS - dont la version définitive sortira fin février - s'est fait le relais des souhaits des tutelles: il préconise dans l'un de ses scénarios de transférer l'activité retraites - et même les autres activités si possible - à une autre caisse, de préférence la CNAV.

Ce serait la fin de la CNIEG et aurait des conséquences désastreuses tant pour les agents de la Caisse que pour les affiliés.

La qualité de service de la CNAV n'est pas à la hauteur de celui de la CNIEG, que ce soit en terme de délais de traitement, de rapidité de réponse aux affiliés, de qualité des dossiers. La recherche d'économies illusoires accentuerait encore la dégradation.

Les spécificités du régime spécial vieillesse IEG empêchent toute économie d'échelle. Il n'y aurait pas de mutualisation mais la création à la CNAV d'une équipe spécifique avec des applicatifs spécifiques. Ce transfert serait coûteux et inutile en plus d'être destructeur. C'est ce qu'a montré le transfert de la gestion des ATMP à la MSA.

En remerciement de la qualité de services que les agents ont maintenu malgré le manque d'effectifs, l'IGAS considère que ceux-ci sont trop bien payés notamment du fait du Statut des IEG. Et cela malgré les chiffres eux mêmes: les charges de personnel ont baissé de 15% en euros constants sur les 5 ans de la COG.

Solution proposée par l'IGAS: les sortir du Statut via le transfert à la CNAV. Ainsi, la seule réelle économie serait faite sur le dos des agents.

Les propositions de l'IGAS sont inacceptables et dangereuses.

Le danger est immédiat : sur la base de ce rapport, les tutelles veulent prendre une décision très rapidement - d'ici fin mars au plus tard - afin de l'inclure dans la future COG.

La conclusion de la FNME-CGT est donc que ce projet est profondément nuisible en détruisant l'outil de branche performant sans justification ni économique ni qualitative. Cette réforme majeure, cette menace planerait alors sur l'avenir, orienterait les choix, inquiéterait les agents de la Caisse qui risqueraient de partir en masse (le turn over est déjà important).

Il ne faut pas se tromper : la proposition de l'IGAS n'est pas une idée isolée. Elle est en totale ligne avec la volonté des gouvernements successifs de démolir notre régime, en utilisant depuis plusieurs années, en plus de la fermeture du RSV, la méthode de l'externalisation de la gestion. Il s'agit donc d'un "ballon d'essai" politique, d'un "pavé dans la mare" pour voir comment cela réagit.

La FNME CGT ne restera pas immobile face à cette enième tentative d'attaque de notre régime!